

Revue Campus



N°19 L'université sous la pandémie Covid-19

Sommaire

Page	Article	Auteur
02	Préface	S. Daoudi
03	Epidémie du Covid-19 : entre peur et dissonance cognitive	S. Daoudi E. Attal
07	Coronavirus (Covid-19) ou la mise à nu du capitalisme débridé	A. Iddir
14	L'université face au Covid-19	O. Lamrous
17	Nouveau positionnement stratégique de la question alimentaire dans le contexte du Covid-19	B. Guendouzi
29	Stress et Covid-19	A. Messaoudi

Numéro 19
Août 2020



Université Mouloud Mammeri
Tizi-Ouzou
Revue Campus ISSN : 1112-783X
Site web : www.ummt0.dz
Courriel :
revue.campus@ummt0.dz

En partenariat avec le vice-recteur chargé des relations extérieures

Pr BELKAID Mohammed Said

Edition : Centre des systèmes et réseaux d'information et de communication, de télé-enseignement et d'enseignement à distance

M. BELAID Ali

Préface

Nous accueillons avec une grande satisfaction la réapparition de la revue Campus après plusieurs années d'hibernation, par le lancement de ce présent numéro qui aborde le sujet qui préoccupe toute l'humanité actuellement, à savoir, la pandémie du Covid-19 et ses répercussions sur notre vie dans toutes ses dimensions (sanitaire, professionnelle, académique, sociale, économique, etc.).

Nous avons veillé à « ressusciter » cette revue de l'université afin d'offrir à la communauté universitaire un autre moyen de communication, venant compléter les autres outils informationnels existants.

Nous ambitionnons à ce que la revue Campus soit un espace de publication universitaire, de débat et de réflexion scientifiques, à même d'assurer la visibilité de notre production scientifique et d'hisser le rang de notre université aux niveaux national et international, pour que l'université « Mouloud Mammeri » retrouve sa place qui lui y sied.

Pr Smail DAOUDI
Recteur de l'UMMTO

Epidémie du Covid-19 : entre peur et dissonance cognitive

Pr. Elyas Attal & Pr. Smail Daoudi

Introduction

L'une des réponses émotionnelles majeures au cours d'une pandémie est la peur. La peur est un sentiment qui vient du fond des âges et elle est partagée par l'être humain et les espèces animales. Face à un danger, il existe une hiérarchie du système de défense de l'individu qui s'est organisé et complexifié au gré de l'évolution phylogénétique. Chez l'être humain, en période de crise, s'installe une économie du comportement qui s'appuie plus sur le rationnel que sur l'émotionnel, mais il arrive que le chef d'orchestre qu'est le lobe frontal soit pris à défaut lorsqu'il reçoit à la fois de multiples messages contradictoires.

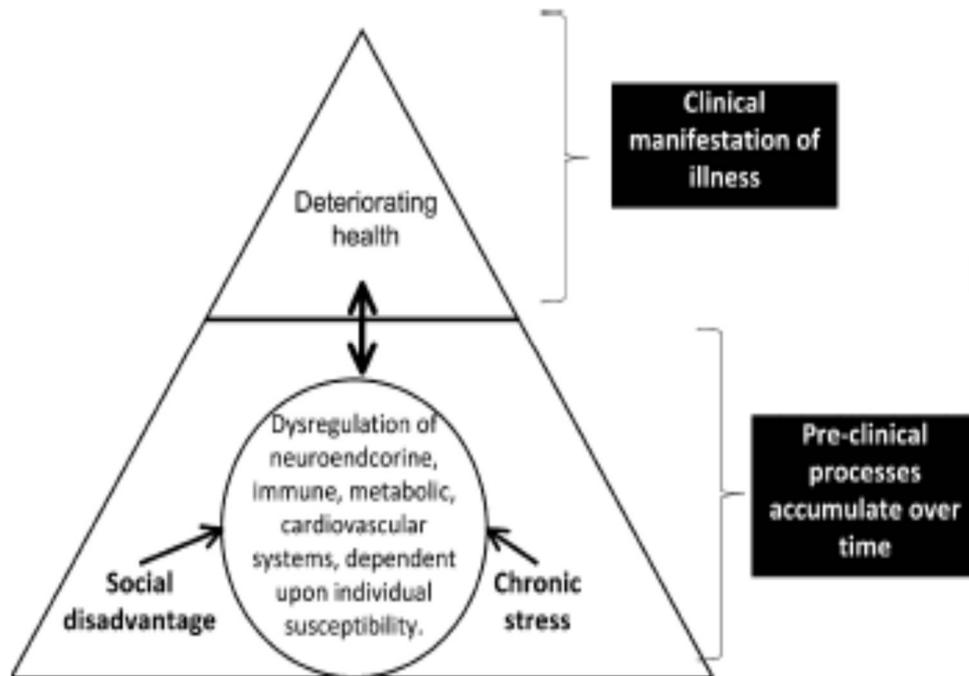
1. Répertoire comportemental face à un stress :

L'agressivité par peur fait partie de notre bagage instinctif de survie, face à un danger imminent. Ce comportement

est partagé par le monde animal. Le modèle du « fight or flight » fait référence à la capacité d'avoir l'énergie nécessaire pour combattre le mammoth ou fuir. Dans le cas du Covid-19, les choses sont totalement différentes, car le danger est invisible, l'énergie pour la combattre est contenue physiquement par les gestes barrières (masques) et socialement par l'augmentation de la proxémie et le confinement, ajouté à ceux-ci, l'incertitude du futur, amplifiant l'anxiété. Ce cocktail explosif est à l'origine de réactions agressives vis-à-vis de l'entourage ou inversement à un déni, à un repli sur soi, à des addictions (synonymes de comportements de fuite) en fonction du profil psychologique de l'individu (tendance à la rumination des idées, anxiété, etc.). L'association de mauvaises conditions socio-économiques (habitat précaire en

particulier) au stress chronique va impacter la santé au sens large et mentale en particulier comme cela a été

rapporté par A. Clow dans le modèle de l'iceberg (Neurosc, Rev., 2010).



2. De quelles manières, la Covid-19 peut-elle influencer nos décisions ?

Il s'est produit un décalage entre les informations autour de l'épidémie et la manière dont nous avons perçu les risques associés de fait, des biais cognitifs multiples se sont amoncelés :

- **Le statu- quo** : ce n'est qu'une vague passagère..., j'ai tout planifié. C'est ce qui est décrit dans « l'effet d'autruche » ou tendance qu'ont

certaines personnes à éviter ou à rejeter les informations négatives et à ne pas les inclure dans le processus de décision.

- **Les médias** : ils peuvent influencer les opinions via deux canaux :

- Par les réseaux sociaux : qui alimentent la théorie du complot contre une industrie florissante et expansive.

- Par les presses : qui ont droit de cité de par le monde : c'est le biais par **confirmation** qui entraîne une

inclinaison en faveur ou en défaveur d'une idée mal appréhendée dans l'opinion.

- **Encadrement binaire** : sauver l'économie ou confiner (santé d'abord) mais qui n'offre pas d'autres alternatives.
- **L'effet bande wagon** : sauter dans le dernier wagon où joue l'orchestre c'est en fait être dans le camp des vainqueurs (cas d'un médicament qui marche) sans discerner réellement le bien fondé de notre conviction.
- **L'envahissement du jeu des probabilités et des statistiques** : la majorité des gens ne sont pas familiarisés aux courbes et indices statistiques et veulent que des résultats bruts. Le nombre moyen de nouveaux cas générés par chaque malade dans une population, a été perçu comme un nombre réel alors qu'il n'est qu'une variable aléatoire.
- **Imitation** : le propre de l'être humain, c'est d'imiter. Si beaucoup de personnes ne portent pas de masques, alors, on n'en porte pas.

3. Pandémie de la Covid-19 et résistance au changement :

L'exemple le plus évident de la résistance au changement au niveau de la planète est l'adaptation de nouveaux comportements face au changement climatique. Dans le cas de la Covid-19, cette résistance au changement peut découler d'un mode de fonctionnement de la pensée telle la « **dissonance cognitive** » décrite au siècle dernier par L. Festinger. Il s'agit d'un conflit mental porté par une ou plusieurs pensées ou valeurs morales **contradictoires**. Cela mobilise des efforts cognitifs importants afin de faire coïncider nos pensées et notre comportement. La justification de ne pas porter le masque va s'appuyer sur de fausses justifications (j'ai une bonne immunité...) qui confortent plus les habitudes et écartent les pensées dirigées vers une adaptation au changement.

Conclusion

La question qui se pose est comment réduire la dissonance cognitive ?

En fait, la dissonance cognitive naît de l'incertitude, de l'impressibilité, de son omniprésence, ce qui engendre un stress intense et le repli sur soi. Accepter que la médecine et les résultats épidémiologiques soient flexibles, donc pas immuables, permet de jeter moins de confusion dans les esprits.

Une autre attitude plus pragmatique consiste à responsabiliser les

comportements, en déclarant clairement ce qui est attendu des gens et d'indiquer simplement les conséquences qui peuvent en découler. De fait, il faut initier le système de récompense en montrant que les recommandations ont de la cohérence parce que ce qui est annoncé, doit effectivement arriver.

Smail Daoudi, Professeur en neurologie, Recteur de l'université Mouloud Mammeri TO

Elyas Attal, Professeur en neurologie

Coronavirus (Covid-19) ou la mise à nu du capitalisme débridé

Abderrezak IDDIR

abderrezak.iddir@ummtto.dz

Résumé :

« L'homme est l'ennemi de l'homme ». Cet adage semble se confirmer de nos jours à l'ère du Coronavirus. En effet, le Covid-19 a brutalement bouleversé les modes de vie et a fragilisé le tissu socio-économique dans le monde entier. Cependant, les premiers enseignements à tirer de cette pandémie sont la vulnérabilité des systèmes politiques, économiques et sanitaires pour y faire face.

Les pays réputés pour être des puissances économiques et technologiques n'étaient pas en mesure

de tester tous leurs concitoyens, ils n'ont pas pu assurer les respirateurs artificiels en réanimation pour tous ceux atteints du Covid-19 et ils n'ont pas pu fournir les moyens de protection pour tout le monde, comme : les gels hydroalcooliques et les bavettes. Cet article tente d'établir un lien entre le Covid-19 et le capitalisme débridé, de sorte que la dimension humaine soit occultée au profit d'intérêts expansionnistes.

Mots clés : Angoisse existentielle – pouvoir politique- pouvoir de l'argent- mondialisation- santé.

Abstract:

"Man is the enemy of man." This adage seems to be confirmed nowadays in the era of the Coronavirus. Indeed, Covid-19 has brutally disrupted lifestyles and weakened the socio-economic fabric throughout the world. However, the first lessons to be learned from this pandemic are the vulnerability of political, economic and health systems to cope with it.

Countries renowned to be economic and technological powers were not able to test all their citizens, they could not

provide artificial respirators in resuscitation for all those suffering from Covid-19 and they were unable to provide the means of protection for everyone such as: Hydro-alcoholic gels and bibs. This article attempts to establish a link between Covid-19 and unbridled capitalism, so that the human dimension is obscured in favour of expansionist interests.

Keywords: Existential anxiety; political power; money power; globalization; health.

Introduction

En s'interrogeant sur l'état psychologique actuel de la population mondiale, nous pouvons avancer que l'humanité vit actuellement une des plus sévères angoisses existentielles de son histoire, la pulsion de mort (Thanatos) surclasse la pulsion de vie (Éros), pour reprendre la terminologie Freudienne. A juste titre, la crise sanitaire planétaire occasionnée par le Coronavirus met en péril la survie de l'humanité.

La pandémie du Coronavirus (Covid-19) a mis à nu l'état actuel du monde, révélant la place avilissante réservée à l'être humain dans les programmes et les stratégies des États. Ce qui laisse planer le doute sur l'origine du Covid-19 et d'aucuns insinuent que c'est un virus de laboratoire, concocté pour assouvir des intérêts expansionnistes.

Le confinement qui nous est imposé par le Covid-19 est un moment de répit et de réflexion, jusque-là perdus à cause d'un rythme effréné de consommation, résultant d'un capitalisme extrême. Dans les circonstances actuelles, des questions philosophiques classiques sur

l'humanité et son devenir surgissent de nouveau.

1. L'argent et la politique

L'ultralibéralisme pose aujourd'hui avec acuité le problème liant l'argent au pouvoir politique, autrement dit, la nature problématique de la relation entre le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent.

L'intensification des nouvelles technologies de l'information et de la communication, intimement liée à la mondialisation, bénéficie à tout un ensemble d'acteurs qui entrent de facto dans le gouvernement du monde. Internet et ses serveurs deviennent ainsi des entreprises de pouvoir remarquables, tant à travers leur capacité de forger et de diffuser l'information que par leur aptitude à peser sur les choix et les comportements collectifs (Badie, 2016).

Le monde a connu ces dernières années des négociations de traités de libre-échange transatlantique et transpacifique, qui ont été l'occasion pour les lobbies représentant les entreprises transnationales de faire

pression sur les gouvernements pour harmoniser et réduire le poids des normes (sociales, écologiques, sanitaires et financières), considérées comme des obstacles à la libre circulation des biens, des services et des capitaux (Plihon, 2016).

Nous constatons aujourd'hui les retombées néfastes du non-respect des standards normatifs sur le double plan environnemental et sanitaire.

L'incompatibilité de la relation, entre un système politique gouverné par la recherche et le cramponnement au pouvoir et un système économique animé par la recherche sans cesse de l'argent, est qualifiée par GREILING **d'inceste**, donc d'un système amoral, puisqu'il y a une fusion entre le pouvoir légal et le pouvoir de l'argent, alors que les hommes politiques sont censés être les tenants de la représentation populaire.

Selon GREILING (2015) : « L'argent qui irrigue la société n'est plus ce moyen secondaire et particulier destiné à l'échange, il est devenu le moteur artificiel de l'économie, maîtrisé et

défendu jalousement par ses contremaîtres ».

Il apparaît clairement qu'il est impératif de séparer la sphère politique de la sphère économique. Le politique traite des questions de pouvoir et des relations entre les individus, alors que, de l'autre côté, l'économie s'intéresse à la circulation des marchandises et des richesses (Godelier, 1991).

2. Mondialisation et humanité

La question qui attire notre attention dans ce contexte de pandémie du Covid-19 est : quelles sont les conséquences majeures de la mondialisation sur l'humanité ?

COIGNARD et GUBERT ont publié en 2014 un ouvrage intitulé : « La caste cannibale : Quand le capitalisme devient fou ». Le terme cannibale se dit d'un homme qui mange de la chair humaine (Dictionnaire Larousse, 2016). Le cannibalisme pourrait être transposé adéquatement à la situation actuelle qui prévaut dans le monde. Les États sont responsables de la détérioration de la santé de leurs concitoyens, donc c'est l'homme qui tue ses semblables.

La mondialisation entraîne un conditionnement des esprits et un accompagnement des décisions aussi efficace que redoutables, à travers sa batterie médiatique, la puissance de ses réseaux Internet, l'effet d'entraînement du consumérisme et cette forte fascination que les modèles de consommation des riches et des puissants exercent sur les pauvres et les démunis (Badie, 2016).

Le secteur de l'agriculture, source de notre alimentation, illustre particulièrement le pouvoir d'influence démesuré dont disposent les multinationales sur les modes de vie et l'environnement. La spécificité génétique d'un aliment, tout comme son prix pour le consommateur final dépendent ainsi d'un nombre de plus en plus restreint d'acteurs, la plupart obéissant à des intérêts privés (Ivan du Roy, 2016). Conséquemment, la santé du citoyen est menacée par une alimentation malsaine : fastfood, produits chimiques dans nos assiettes, organismes génétiquement modifiés (OGM), etc. Que faire pour éviter les

effets dévastateurs d'une pandémie à l'avenir ?

3. Les besoins publics mondiaux

Face au capitalisme dévastateur qui menace l'humanité, des organisations non gouvernementales (ONG) de la société civile, à l'instar de Greenpeace, Médecins sans frontières, etc., se sont mobilisées pour préserver la nature et l'homme des dégâts occasionnés par les multinationales.

Cet élan international a permis l'émergence de nouveaux besoins à l'échelle planétaire, comme les besoins liés à l'environnement, appelés : « les besoins publics mondiaux ».

A travers leurs actions, ces ONG protestent contre l'inadaptation du système actuel de gouvernance du monde et dénoncent le déficit flagrant de ces besoins vitaux.

Le rôle de l'État n'est pas d'entretenir la misère sociale en distribuant des indemnités conjoncturelles aux démunis et des allocations aux chômeurs, mais de créer de la richesse et de bâtir une économie à visage humain, à même de garantir au citoyen un travail durable et

un niveau de vie décent, qui le prémuniront des maux sociaux : carence sanitaire, précarité, toxicomanie, suicide, etc.

Dans le même ordre d'idées, Gilder (2012) souligne que : « Plus l'État distribue des aides aux chômeurs, aux déviants, aux paniers percés, plus leurs maladies vont se répandre, et plus les signes de dépression sociale vont devenir alarmants ».

Conclusion

Présentement, la santé du citoyen constitue la priorité des priorités dans le discours de plusieurs dirigeants de ce monde, en espérant que cette attitude ne serait pas conjoncturelle. En tout état de

cause, l'après Covid-19 mènera vers un autre paradigme. La sauvegarde de l'humanité est conditionnée désormais par une prise de conscience universelle sur la nécessité impérieuse de replacer l'humain - avec les trois dimensions vitales : santé, éducation et justice - au cœur des préoccupations gouvernementales.

A une époque où le savoir technologique a atteint des niveaux hallucinants, nous devrions plutôt parler, en termes d'exigences civilisationnelles, de bien-être et non pas de survie de l'humanité.

Pr. Abderrezak Iddir

Bibliographie

- Badie, B. (2016). Qui gouverne le monde ? In B. Badie & D. Vidal (dir.), Qui gouverne le monde ? L'État du monde 2017 (pp. 11-23). Paris, France : Éditions la Découverte.
- Coignard, S., & Gubert, R. (2014). La caste cannibale : Quand le capitalisme devient fou. Paris, France : Éditions Albin Michel.
- De Pree, M. (1990). Diriger est un art. Paris, France : France Loisirs.
- Du Roy, I. (2016). Quand les multinationales prennent le pouvoir. In B. Badie & D. Vidal (dir.), Qui gouverne le monde ? L'État du monde 2017 (pp. 168-174). Paris, France : Éditions la Découverte.

-
- Gilder, G.(2012). Wealth and poverty: A new edition for the twenty-first century. Washington, D.C., USA: Regnery Publishing Inc.
 - Greiling, L. (2015). Monnaie et pouvoir : Les dessous du système bancaire et des crises financières. Kayzersberg-Vignoble, France : Éditions APOPSIX.
 - Plihon, D. (2016). Quel pouvoir à l'ère de la mondialisation ? In B. Badie & D. Vidal (dir.), Qui gouverne le monde ? L'État du monde 2017 (pp. 85-94). Paris, France : Éditions la Découverte.



L'université face au Covid-19

Pr. Omar LAMROUS

La transmission du virus Covid-19 par voie aérienne (postillons), sa dangerosité pour la santé, voire, pour la vie des personnes et l'absence de traitement approprié, ont conduit nos autorités, à l'instar de celles des autres pays, à décider, un confinement à la majorité de la population. Cela s'est traduit entre autres, par la fermeture des établissements universitaires. Soit plus d'un million et demi d'étudiants, à travers le territoire national, étaient, par mesure de sécurité, privés de cours, TD, TP et soutenances. Plus aucune activité de recherche dans les laboratoires en dehors des activités liées à l'épidémie, n'est autorisée. L'ensemble des manifestations scientifiques, sportives, culturelles et événementielles sont suspendues. Certes, ces mesures peuvent sembler draconiennes, mais elles s'avèrent

nécessaires pour faire face à la propagation du virus.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a demandé, à juste titre, aux établissements d'enseignement supérieur de s'adapter rapidement à l'évolution de l'épidémie de coronavirus. Dans ses différents courriers adressés aux chefs d'établissement universitaires et aux présidents des organes scientifiques, il a insisté sur la nécessité d'assurer la continuité pédagogique et de garder le contact et la communication avec les étudiants. Le ministre a souligné que la réussite de cette initiative dépendra de la mobilisation des enseignants, de son encadrement et de son suivi par les instances scientifiques.

Du côté de l'université Mouloud Mammeri, un plan d'action est conçu

par la mise en ligne des cours via la plateforme E-Learning. Cette opération toujours en cours, semble rencontrer encore des difficultés liées à la mauvaise prise en main de la plateforme par certains enseignants. Bien entendu, cette déficience ne pourrait être guère imputée à ces enseignants. En conséquence, pour faire face à cette crise, une mobilisation des enseignants, comme l'a souligné le ministre est nécessaire. Mobiliser signifie ici mettre en mouvement, vivre une dynamique intra personnelle, s'engager et s'impliquer. Il s'agira donc de définir un plan d'action qui tiendra compte des spécificités de la situation que nous vivons. L'objectif étant de veiller à la qualité de la formation tout en mettant en œuvre des moyens pédagogiques pour que l'année universitaire 2019/2020 se termine dans des conditions acceptables.

Enseignements

Les enseignements doivent se poursuivre à distance, en recourant de préférence à la plateforme E-learning ou dans la mesure du possible aux

outils numériques (courrier électronique, WhatsApp, Zoom...).

L'administration doit s'atteler à la tâche le plus rapidement possible et produire les mots de passe aux étudiants, car la connexion anonyme ne permet pas le retour d'information, autrement dit, savoir qui est connecté ? Combien se sont connectés ? Et surtout quel est l'avis de l'étudiant ? Si cette tâche se réalise, on pourrait envisager certaines évaluations par Internet. L'idée n'est peut-être pas aussi utopique que nous le pensons.

A toutes fins utiles, les chefs de départements, en lien avec les étudiants, doivent informer les enseignants par courrier électronique des difficultés matériels et techniques qu'ils auraient rencontrées (accès au cours, indisponibilité des ressources numériques : ordinateur, connexion internet, etc.).

Évaluations

Dans l'incertitude où nous sommes quant à l'évolution de la situation, nous allons devoir modifier et adapter les modalités d'évaluation. Les

enseignants doivent d'ores et déjà réfléchir à la structure même des évaluations (transformation d'un écrit en devoir maison, contrôle continu, confection des sujets à partir des exercices de TD, etc.).

Ces modifications doivent être discutées et ensuite approuvées par les comités pédagogiques. Il est donc urgent que les chefs de départements lancent des consultations avec les responsables des enseignements afin de recueillir des avis et des idées nouvelles sur les moyens par lesquels les examens pourraient avoir lieu.

Informations et communication

Le site web est un outil de communication incontournable pour toutes les grandes universités. Leurs sites sont à la fois une vitrine et un outil de promotion de leurs activités. Sans vouloir viser personne, la stratégie de communication de l'UMMTO ne me semble pas exploiter les possibilités offertes par son site web. Je souhaite que ce site soit un véritable outil de promotion de l'excellence de

l'enseignement et la recherche dans notre institution. Je trouve dommage que les photos et images occupent un espace trop important dans la page au détriment de l'information pédagogique et scientifique. Généralement, les informations disponibles sur la page d'accueil du site sont fragmentées, souvent très dispersées et redondantes et souvent anciennes, alors qu'elles devraient être un espace utile et au profit de l'actualité. On ne devrait pas hésiter à aller voir ce qui se fait ailleurs afin de rehausser notre site et donc l'image de notre institution au lieu de la décrier comme certains médias ont tenté de le faire ces derniers temps.

L'Université face au Covid-19 est une fenêtre d'opportunité pour intégrer toutes les améliorations en matière de gestion pédagogique et de moyens numériques d'apprentissage du XXI^e siècle. Engageons-nous !

Pr. Omar Lamrous

Nouveau positionnement stratégique de la question alimentaire dans le contexte du Covid-19

Pr Brahim GUENDOZI
brahim.guendouzi@ummo.dz
Laboratoire LAREMO

Résumé

Le contexte de crise sanitaire mondiale covid-19 met en évidence la question alimentaire et ses appréhensions au centre des préoccupations de nombreux pays ainsi que des organisations internationales telles que la Fao et l'OMC. Les perturbations importantes des chaînes d'approvisionnement sur les marchés internationaux, leur durée et leur intensité pourraient surtout avoir

des répercussions considérables sur le niveau des réserves alimentaires. L'Algérie dispose-t-elle des moyens pour y faire face à une telle situation inédite et comment compte-t-elle renforcer sa sécurité alimentaire ?

Mots clés : Agriculture –Alimentation - Sécurité alimentaire – Industrie agroalimentaire

Jel classification : Q 02 – Q 11 - Q 17 – Q 18 –L66

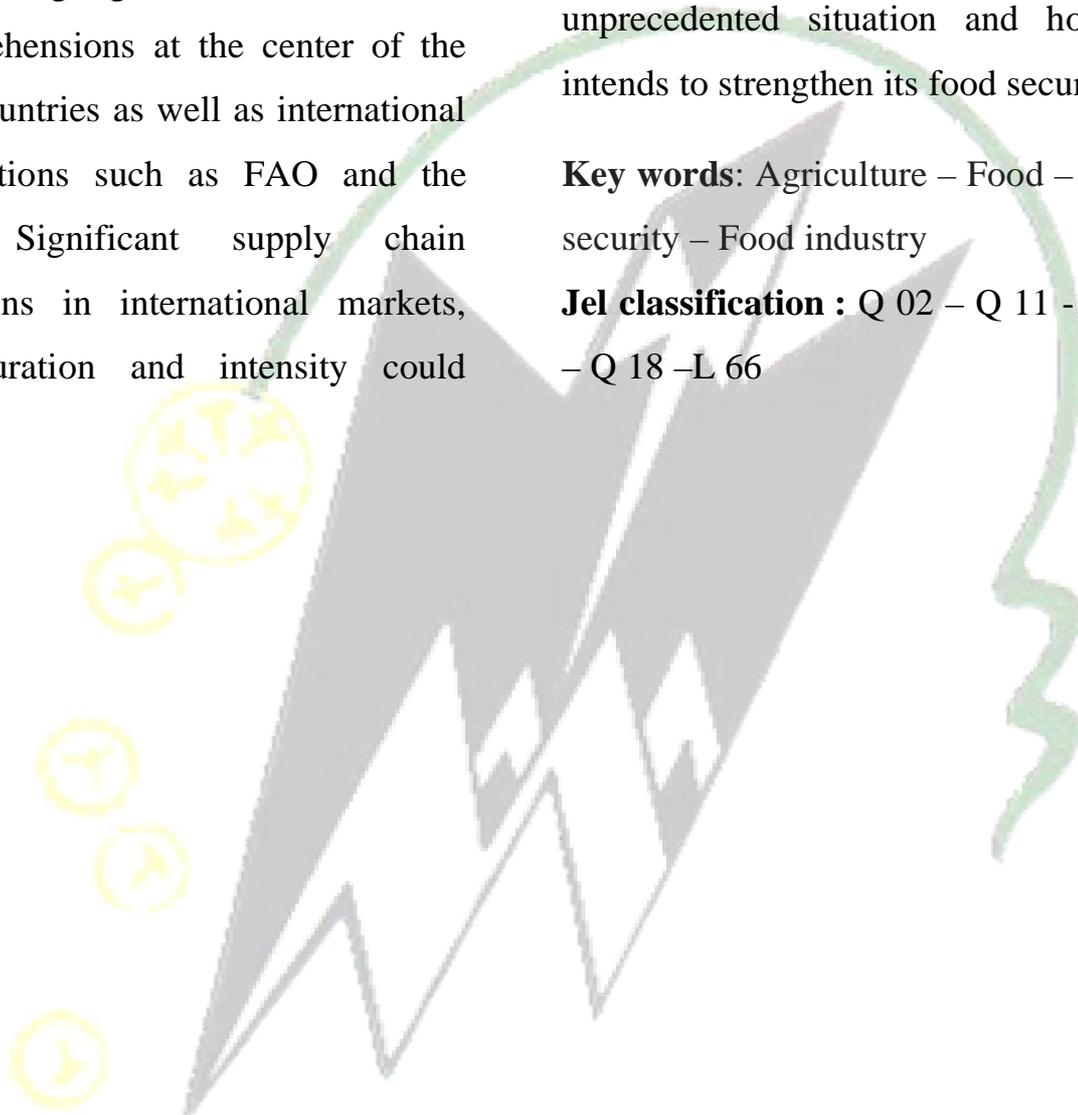
Abstract

The context of global health crisis Covid-19 highlights the food issue and its apprehensions at the center of the many countries as well as international organizations such as FAO and the WTO. Significant supply chain disruptions in international markets, their duration and intensity could

mainly have a significant impact on the level of food reserves. Does Algeria have the means to deal with such an unprecedented situation and how it intends to strengthen its food security?

Key words: Agriculture – Food – Food security – Food industry

Jel classification : Q 02 – Q 11 - Q 17 – Q 18 –L 66



INTRODUCTION

A l'instar des pays du monde entier, l'Algérie n'est pas épargnée par le virus SRAS-CoV-2, dont les conséquences sont surtout humaines et sanitaires mais également économiques et sociales. Les arrêts imposés aux activités productives et commerciales lors du confinement de la population durant plusieurs semaines ont des retombées considérables sur l'économie nationale. D'autant plus que la fermeture des frontières ainsi que les arrêts dans les transports aériens et maritimes, font que la dimension logistique est venue s'ajouter à d'autres contraintes entraînant la rupture de la plupart des chaînes de valeur mondiales.

Cette crise sanitaire vient de nous rappeler que notre système productif est faible et en même temps fragile car dépendant des importations. Ainsi, notre degré de dépendance alimentaire est la conséquence directe des déficits de l'offre agricole, de la

faible intégration de la production nationale dans les industries agro-alimentaires et de l'incertitude qui pèse sur l'évolution du marché international en raison de la pandémie. Or sur le plan stratégique d'une nation, il est indispensable d'accumuler des capacités productives qui serviront à faire face aux crises. Evidemment, dans le cas d'une récession économique mondiale, l'Algérie ne pourra compter que sur elle-même, mais avec peu de ressources productives à gérer face à des besoins importants.

Nous avons vu que dans la gestion de la crise sanitaire, il y a surtout la mobilisation du corps médical et des structures de la santé pour faire face aux effets du Covid-19, mais en même temps les pouvoirs publics ont facilité l'accès aux produits alimentaires en maîtrisant les stocks disponibles et en incitant les entreprises du secteur à doubler leurs capacités de production. Il fallait rendre disponible à des prix courants les produits de large consommation

afin que les mesures de confinement soient respectées. Sinon, s'il y avait une rareté en raison d'une rupture de stocks ou organisée de façon spéculative, les citoyens sortiraient pour chercher à s'approvisionner même s'ils courraient le risque d'être contaminés.

Avec cette nouvelle donne caractérisant la situation alimentaire du pays, y aurait-il un redéploiement stratégique du secteur agricole en Algérie ainsi que l'industrie agroalimentaire qui en est l'interface, afin d'assurer la sécurité alimentaire indispensable, eu égard aux évolutions susceptibles de s'opérer entre les rapports de force économiques entre pays à la suite de cette pandémie ?

1. L'ALIMENTATION AU CŒUR DE LA PREOCCUPATION

De nombreux auteurs ont abordé la question de la préoccupation de l'alimentation dans les politiques

publiques. La contribution de Bessaoud¹ à travers les distinctions faites entre autosuffisance alimentaire, sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire, est pertinente dans le cas de l'Algérie, permettant de mieux cerner les enjeux liés à l'agriculture durant les différentes étapes du développement économique ayant caractérisé l'évolution économique et sociale du pays depuis l'indépendance.

Selon la FAO «*la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, en tout temps, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active*». ² La souveraineté alimentaire se rapporte à la dimension politique, c'est-à-dire à la possibilité donnée à l'Etat de s'assurer la sécurité alimentaire dans l'intérêt

¹Bessaoud O. (2017) : La sécurité alimentaire en Algérie.

²FAO (1996) : Sommet Mondiale de l'Alimentation, Rome.

national.³ L'autosuffisance alimentaire désigne le processus consistant à produire par ses propres capacités l'ensemble des biens à même de satisfaire les besoins de la population.

La crise sanitaire Covid-19 vient donner à ces trois concepts toute l'actualité qui leur sied du fait que les échanges commerciaux entre pays ont enregistré une baisse sensible en raison des perturbations constatées dans le fonctionnement des chaînes de valeurs mondiales, force de frappe du commerce mondial. Ceci a fait réagir l'OMC et le FMI, attirant l'attention sur les conséquences négatives sur les systèmes productifs globalisés dans les mois à venir, avec des risques de pénuries.

Les perturbations occasionnées par les confinements dans des pays réputés grands producteurs de produits agricoles et alimentaires, alors que la consommation a continué normalement puisqu'il fallait assurer

partout l'alimentation des populations, ont eu pour conséquence une pression sur le niveau des stocks des biens alimentaires. Aussi, en pareilles circonstances, resurgissent les réflexes du protectionnisme. Les échanges commerciaux entre pays ont enregistré une baisse sensible du fait des perturbations constatées dans le fonctionnement des chaînes de valeurs mondiales.

Les produits agricoles sensibles à forte valeur nutritionnelle comme par exemple les céréales font justement l'objet pour le moment de mesures protectionnistes car le marché international est en voie de subir un ajustement entre l'offre et la demande contraire à celui qui s'est opéré sur le marché pétrolier, dans le sens où il va falloir reconstituer les niveaux des stocks de sécurité au moment où la situation sanitaire reste encore fragile et qui peut perdurer dans le temps. Les incertitudes liées à la disponibilité de biens alimentaires ont déclenché une

³ La notion de souveraineté alimentaire est développée par le mouvement social et paysan international « Via

Campesina », lors du premier sommet de Rome sur l'alimentation, organisé sous l'égide de la FAO en 1996.

vague de restrictions à l'exportation y compris en Algérie. Dans un article publié par un quotidien économique français, il est fait état que « ces dernières semaines, l'Algérie a, par exemple, acheté du blé avec des surcotes de 7,5% sur les cours. En Algérie comme en Égypte, deux pays ultra-dépendants des importations, une rupture dans les approvisionnements en céréales serait dramatique ».

Les pays fragiles notamment ceux à revenus faibles et surtout endettés, vont subir sévèrement cette crise économique. D'où la crainte exprimée par la FAO et l'OMC d'une pénurie alimentaire mondiale. Tant que les conditions de production en termes de travail (main d'œuvre confinée ou ne pouvant se déplacer), de logistique (les transports sont pratiquement à l'arrêt) et même de financement, restent en l'état actuel, il est à craindre d'une détérioration dans l'alimentation des populations dans certaines régions fragilisées du monde.

D'ailleurs, si des perturbations importantes et principalement liées à la logistique posent des problèmes aux chaînes d'approvisionnement alimentaire sur les marchés internationaux, leur durée et leur intensité pourraient surtout avoir des répercussions importantes sur les marchés alimentaires mondiaux. Seule la coopération internationale et la solidarité pourront contribuer à amortir le choc d'une crise alimentaire susceptible de prendre de l'ampleur.

2. Pour une nouvelle vision stratégique sur l'alimentation

Le contexte actuel place le secteur agricole dans une position lui permettant de relever deux défis majeurs. En premier lieu, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont en passe de devenir le véritable moteur de la croissance économique en Algérie en contribuant particulièrement à l'amélioration significative de la sécurité alimentaire du pays, devenue un enjeu de sécurité

nationale. D'autant plus que les questions agricoles et alimentaires sont traitées comme des actions relevant de la souveraineté de l'État.⁴ En second lieu, cela permet de mettre dans une trajectoire la promotion du développement durable des divers territoires ruraux et améliorer en même temps les conditions de vie des populations rurales.⁵

L'étude de l'ONS réalisée en 2011 sur la consommation des ménages indique que c'est près de 42% des dépenses des ménages algériens ont été consacrées aux besoins alimentaires. Il ressort également que les blés, le lait ainsi que la pomme de terre occupent une place prépondérante dans la composition de la ration

alimentaire et des équilibres nutritionnels de la population.

L'examen des performances en matière de production agricole montre l'existence d'un écart important entre celle-ci et la consommation de biens alimentaires agricoles de base qui sont pour l'essentiel, importés (céréales, laits, etc.).⁶ Ceci ressort d'ailleurs dans le montant et la structure des importations de biens alimentaires. L'un des enseignements de la crise sanitaire liée au Covid-19 pour notre pays fait ressortir à juste titre la nécessité d'inverser cette vulnérabilité alimentaire par un nouveau positionnement stratégique tant des filières agricoles en amont que des industries agroalimentaires en aval.

⁴ O. Bessaoud, idem, p. 6

⁵ Cf. Bessaoud O. (2019) : Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie. Projet d'appui à l'initiative ENPARD Méditerranée. Sous la coordination de : Jean-Paul Pellissier, Jean-Pierre Rolland, WidedKhechimi

⁶SAHALI N. - HADJOU L. – DJENANE A. (2016) : L'agriculture algérienne face au défi de la sécurité

alimentaire : analyse rétrospective et bilan de la nouvelle politique agricole. In : Géographies, Géopolitiques et Géostratégies régionales. Société Grecque de Scientifiques Régionaux, vol. O(1), pp. 31-42, Décembre.

Tableau n° 1 : Structure des importations de produits alimentaires

Rubriques	2018 En millions \$	2019 En millions \$
Céréales	3 064,70	2 706,10
- Froment (blé) et méteil	2 095,45	1 729,12
- Mais	796,22	871,86
Laits et produits de la laiterie	1 401,09	1 245,91
- Lait et crème de lait	1 222,51	1 092,77
- Fromages et caillebotte	107,03	91,69
Sucres et sucreries	815,65	726,61
- Sucres de canne ou de betterave	788,38	702,23
- Autres sucres	20,51	21,16
Résidus et déchets des industries alimentaires	672,83	561,25
- Tourteaux et autres résidus solides	619,79	507,28
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	277,65	363,22
Café, thé, maté et épices	367,64	343,98
- Café	290,21	261,23
- Thé	34,98	38,68
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	387,38	340,65
Légumes à cosse, secs, écosés, même décortiqués ou cassés	259,34	239,12
Préparations alimentaires diverses	326,56	316,61
- Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	235,55	217,61
- Levures et autres micro-organismes, Poudres à lever préparées	77,42	82,39
Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	161,82	278,30
Bananes, y compris les plantains, fraîches ou sèches	71,37	156,35
Animaux vivants	163,86	275,27
- Animaux vivants de l'espèce bovine	137,36	242,74

Source : CNIS, Douane Algérie. 2020.

Dans la nouvelle vision économique, une priorité de premier plan doit aller à l'agriculture et l'agro-industrie. Est-il besoin de rappeler qu'une baisse de la facture alimentaire passe nécessairement par une augmentation de la production

nationale supposant un important effort d'investissement dans le secteur agricole. Aussi, il est question de l'extension de la surface agricole utile par la mise en valeur des terres sahariennes à potentialités naturelles favorables (nature des sols ainsi que la

présence de ressources hydriques souterraines) devant accueillir des cultures industrielles principalement des oléagineuses (arachide et soja) ainsi que la betterave sucrière. L'objectif étant de réduire les importations d'huiles brutes ainsi que de tourteaux indispensables à la filière avicole. Dans le nord, c'est plus l'exploitation rationnelle du foncier agricole et l'extension des superficies irriguées qui sont visées auquel il faut ajouter le développement agricole et rural dans les zones de montagne. Les cultures céréalières demeurent toujours une priorité tant le déficit en production et l'importance de la consommation restent en l'état.

L'identification récente de trente filières agricoles⁷ montre les ressources naturelles agricoles importantes que recèle le pays, mais qui restent relativement peu exploitées. Ceci met en exergue d'importantes opportunités d'investissements qui s'offrent aux

opérateurs privés. Les pouvoirs publics pourront assurer la régulation grâce à des accompagnements et des soutiens particulièrement ciblés vers les cultures stratégiques comme par exemple celles des céréales ou encore la production de lait et des viandes. A ce stade, le système des subventions doit être revu car des pratiques frauduleuses ainsi que des opérations informelles ont détourné les effets bénéfiques escomptés sur les filières concernées sans que la production ne soit nettement améliorée au regard des dépenses effectuées, ni pour le Trésor qui supporte de plus en plus des montants élevés alors d'autres arbitrages plus intéressants en termes de résultats peuvent se faire. Il en sera de même pour les filières susceptibles d'être orientées vers l'exportation.

Le développement de l'industrie agroalimentaire, en interface avec l'agriculture, revêt alors une dimension stratégique. Deuxième industrie du

⁷ Arrêté ministériel du 11 mai 2020 (JORA n° 31 du 30 mai 2020) fixant la liste des filières agricoles : « Céréales » - « légumes secs » - « lait » - « pomme de terre » - « cultures maraîchères » - « tomate industrielle » - « oignon » - « ail » - « arboriculture fruitière à noyaux et pépins » - « pomme » - « oléicole »

- « agrumicole » - « phoénicicole » - « viticole » - « figue de barbarie » - « safran » - « apicole » - « avicole » - « cunicole » - « bovine » - « ovine » - « caprine » - « cameline » - « équine » - « bois » - « liège » - « plantes à parfum, aromatiques et médicinales » - « argane » - « caroube ».

pays après les hydrocarbures et première industrie manufacturière, l'agroalimentaire ne cesse de prendre du poids dans le paysage économique national. Elle est favorisée par « l'importance de la population, le soutien des prix par l'Etat, la part de l'alimentaire dans le budget des ménages (45% du revenu), et les changements dans les habitudes de consommation où les produits alimentaires transformés occupent une place de choix »⁸. Dans l'optique nouvelle, il faudra initier le plus grand nombre de projets possibles pour d'une part, faire de la substitution aux importations, et d'autre part, arriver à assurer la sécurité alimentaire. Il y a urgence à accroître les réserves alimentaires dans le pays pour faire face aux conséquences alimentaires causées par la pandémie de Covid-19 en renforçant la résilience des systèmes alimentaires et des chaînes de valeur agricoles.

3. La logistique, nouvelle dimension dans la vision stratégique de l'alimentation

La logistique demeure le maillon faible de l'organisation économique en Algérie. Le vaste territoire et les problèmes liés à la localisation, soit des producteurs ou des distributeurs, font qu'il existe des distorsions d'une région à une autre des activités de production, de distribution et de consommation. Il faut ajouter les faiblesses dans les transports de masse, le manque de professionnalisme des intervenants dans la chaîne, l'insuffisance du nombre d'entreprises dans les activités y afférentes, font que la commercialisation des produits agricoles en subit les effets. Les acteurs de l'informel limitent, par ailleurs, la distribution physique des produits sur un espace plus vaste, du fait des contrôles sur les routes. Tout ceci génère des surcoûts qui se greffent sur les prix de vente au détail.

⁸Antinea Advisory (2018) : Industrie agroalimentaire en Algérie.

Les paramètres à intégrer dans une nouvelle structuration du système productif lié à la question alimentaire sont :

- ✓ La diversité et la configuration des surfaces agricoles, y compris celles du Sud ;
- ✓ Les capacités en eaux destinées à l'irrigation ainsi que celles souterraines avec les différents systèmes d'irrigation ;
- ✓ Les capacités locales de stockage, le recours à l'énergie solaire sur les espaces isolés ; l'ouverture de routes et le renforcement du transport pour relier les exploitations agricoles aux divers entrepôts et marchés ;
- ✓ Renforcement des capacités de collecte et de stockage des céréales ;
- ✓ Le rapprochement avec les entreprises de transformation.

En définitive, il y a lieu d'assurer le renforcement de la base logistique pour la régulation et la valorisation des productions agricoles, seule alternative

pour la réussite de l'option stratégique autour de la question de l'alimentation.

Conclusion

La volonté de réduire le poids des importations en produits alimentaires en réalisant des gains en devises pour le pays, s'est vite confortée par la survenance de la Covid-19 qui a mis en évidence la question alimentaire et ses appréhensions au centre des préoccupations de nombreuses nations dont l'Algérie. La chaîne des approvisionnements étant perturbée tant au niveau national qu'à l'international, la gestion des stocks des biens alimentaires essentiels pour la consommation des ménages prend une dimension stratégique car les processus d'achat à l'étranger sont complètement désarticulés en raison justement de la crise sanitaire qui touche également les pays fournisseurs. Les réapprovisionnements de l'étranger mettent en effet plus de temps. Les pouvoirs publics ont eu à agir en amont

pour éviter la rétention de stocks en produits alimentaires par les réseaux de la spéculation. Aussi, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire font l'objet d'un nouveau traitement visant à valoriser le potentiel de production et à le diversifier afin d'assurer la sécurité alimentaire.

Des investissements consistants doivent être réalisés sur l'ensemble des filières en amont et en aval en vue d'obtenir une intégration susceptible d'avoir des effets d'entraînement tant sur la consommation nationale que sur

les exportations. L'enjeu est d'ailleurs de sortir du modèle agroalimentaire traditionnel, qualifié de modèle agro-importateur, et de passer vers un système agroalimentaire performant pouvant à la fois réduire l'écart grandissant entre les besoins et les capacités internes de production, garantir une sécurité alimentaire minimale à la majorité de la population en augmentation, et dégager des surplus à l'exportation.

Pr Brahim GUENDOUI

Références :

- Antinea Advisory (2018) : Industrie agroalimentaire en Algérie.
- Bessaoud O. (2017) : La sécurité alimentaire en Algérie. CIHEAM-IAM Montpellier.
- Bessaoud O. (2019) : Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie. Projet d'appui à l'initiative ENPARD Méditerranée. Sous la coordination de : Jean-Paul Pellissier, Jean-Pierre Rolland, Wided Khechimi.
- FAO (1996) : Sommet Mondiale de l'Alimentation, Rome.
- Ministère de l'Agriculture. Arrêté ministériel du 11 mai 2020 (JORA n° 31 du 30 mai 2020)
- ONS (2011) : Enquête sur la dépense des ménages. Alger.
- SAHALI N. - HADJOU L. – DJENANE A. (2016) : L'agriculture algérienne face au défi de la sécurité alimentaire : analyse rétrospective et bilan de la nouvelle politique agricole. In : Géographies, Géopolitiques et Géostratégies régionales. Société Grecque de Scientifiques Régionaux, vol. O (1), pp. 31-42, Décembre.

Stress et Covid-19

Pr. Abdelkrim MESSAOUDI

Covid-19 et ses répercussions

Dans le contexte actuel de cette pandémie mondiale COVID-19, qui touche aussi notre pays depuis quelques mois, beaucoup de personnes présentent des symptômes de stress à savoir : une inquiétude permanente, des troubles du sommeil, une angoisse, sensation de danger permanent et invisible, etc. Le tableau clinique du stress, variable d'une personne à une autre, dépendra de plusieurs facteurs notamment : l'expérience individuelle, la présence d'antécédents de pathologies psychologiques ou bien de « fragilité psychique ». Les personnes vulnérables présentent un risque élevé de présenter des manifestations cliniques importantes et des réactions pathologiques qui nécessiteront une prise en charge adaptée.

Les tableaux cliniques sont multiples et variables, allant de simples inquiétudes

et peur d'être contaminé soi-même ou un proche, jusqu'aux symptômes plus sérieux comme des tableaux de crise d'angoisse massive, anxiété avec agitation, dépression et même des tableaux de trouble psychotique.

En plus du stress lié à cette maladie, le confinement, qui représente une mesure préventive importante, peut être aussi une source de stress, car tout simplement l'individu, à la base, fait partie d'une société où il trouve ses repères et il a un rôle social important à jouer. Le fait qu'il soit en confinement, il perd son équilibre social et son fonctionnement psychique sera perturbé. Il a été prouvé par des études récentes que même le fonctionnement cérébral sera modifié lorsqu'on est en situation d'isolement social. Donc, le confinement surtout lorsqu'il est prolongé devient un événement stressant surtout lorsque les conditions

familiales, sociales et économiques ne sont pas favorables.

Chaque fois que cette situation dure dans le temps, les personnes vulnérables ne pourront plus gérer cet événement, une fois que les capacités individuelles pour y faire face soient dépassées, à ce moment-là, certains troubles peuvent se manifester et l'individu pourrait recourir à certaines conduites afin de calmer son angoisse. On doit s'adapter à cette situation en modifiant nos habitudes et en trouvant des occupations chez soi. L'être humain, grâce à son cerveau et ses capacités intellectuelles développées, a cette capacité d'adaptation en fonction des nouvelles situations.

Comment prendre en charge les patients souffrants de troubles mentaux face à Covid-19 ?

Les troubles psychiques, pouvant rendre plus difficiles la compréhension et l'application des gestes barrières et de la distanciation sociale, et les fragilités somatiques de cette population imposent une vigilance accrue de la part

des soignants pour compenser ces difficultés.

Il faut rester mobilisé pour protéger, soigner et accompagner nos patients souffrants de troubles psychologiques face à la pandémie COVID 19. Ils sont souvent en situation d'isolement social, présentant des risques de rupture de soins et peuvent avoir des difficultés à respecter les consignes de confinement et à effectuer les gestes barrières.

Le contexte anxiogène et le confinement en lui-même peuvent être une source de fragilisation de l'état psychique de la personne. La très grande majorité des personnes souffrant de troubles psychiatriques est prise en charge en ambulatoire. Une adaptation de l'organisation, visant à assurer la continuité des soins psychiatriques dans ce contexte de crise sanitaire, est essentielle.

Nous devons protéger nos patients souffrants de pathologie mentale du COVID -19, et à cette fin, deux situations sont possibles ;

- Les patients souffrants de troubles sévères et les patients qui ne disposent pas de soutien social et familial doivent

être hospitalisés durant cette période de pandémie, en leur garantissant toutes les mesures de sécurité et de protection contre la contamination.

Les patients errants sont aussi des sujets exposés à des risques importants, il est de notre devoir de les soignés, une structure doit être réservée afin de les accueillir et les prendre en charge.

- Pour les patients bien stabilisés, suivis en ambulatoire, nous devons leur faire comprendre, grâce au lien de confiance, qu'ils doivent rester chez eux, se laver régulièrement les mains, éternuer dans leur coude, ou rester à distance des personnes lorsqu'ils sortent dans la rue pour s'approvisionner. La famille aussi doit jouer un rôle important pour veiller à l'application de ces consignes.

En conclusion, il est nécessaire d'observer les mesures suivantes :

- Le maintien et le renforcement de l'offre de soins ambulatoires en privilégiant le recours aux prises en charge à distance, tout en maintenant la possibilité de consultations en structures de prise en charge ambulatoire ou en cabinet libéral.

- Rester vigilant quant au suivi somatique (en incluant l'évaluation régulière d'éventuels symptômes COVID-19) et au contexte social et familial du patient.

- Faciliter l'accès des patients à leurs traitements pour éviter les hospitalisations en urgence et prévenir notamment les rechutes de pathologies chroniques.

- L'accueil téléphonique doit être organisé pour que les personnes en situation de détresse psychique puissent obtenir une réponse de façon à prévenir les décompensations et les prises en charge en urgence en situation de crise.

- Les visites des familles et des proches des patients, sont interdites au sein de l'unité d'hospitalisation. Les communications téléphoniques ou par vidéo avec les proches et l'entourage sont recommandées.

- Les sorties sont définitives, les autorisations de sortie de courte durée sont strictement interdites, car il faut proscrire les allers-retours entre le domicile et l'hôpital.

Pr. Abdelkrim MESSAOUDI